

LES ETATS MEMBRES PEUVENT S'APPUYER SUR UNE DIRECTIVE EUROPÉENNE POUR LIMITER LA LIBERTÉ DE CIRCULATION

Publié le: 05-11-2007

Source: [Portal Europe](#)



Par Thomas Ferenczi (à Bruxelles) et Laetitia Van Eeckhout - LE MONDE.

Bien que désormais ressortissants européens, les Roms de Bulgarie et de Roumanie restent les indésirables de l'Union européenne. Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Thomas Hammarberg, s'en est alarmé le 24 octobre, constatant que "le sentiment d'hostilité à l'égard des Roms ou l'antitsiganisme se sont indéniablement accrus en Europe".

Les autorités italiennes jugent le décret qu'elles viennent d'adopter pour expulser des Roumains "contrevenant à la sécurité" conforme au droit européen. Depuis qu'ils sont entrés dans l'Union, le 1er janvier 2007, Roumains et Bulgares bénéficient des mêmes droits que les autres citoyens européens, sauf en matière d'emploi, domaine dans lequel les Etats peuvent imposer des restrictions aux ressortissants des nouveaux pays membres, pendant sept ans au plus. Pour le reste, le droit de circuler et de séjourner librement est reconnu aux Roumains et aux Bulgares, comme à tous les Européens.

Une directive du 29 avril 2004 précise cependant les conditions d'exercice de ce droit, ainsi que ses limitations. Elle indique notamment que "les citoyens de l'Union ont le droit de séjourner sur le territoire d'un autre Etat membre pour une période allant jusqu'à trois mois, sans autres conditions ou formalités que l'exigence d'être en possession d'une carte d'identité ou d'un passeport en cours de validité".

"CHARGE DÉRASONNABLE"

Toutefois, ils ne doivent pas devenir "une charge déraisonnable" pour le système d'assurance sociale de l'Etat, devant soit travailler, soit disposer de ressources suffisantes et d'une assurance-maladie. Les Etats membres peuvent aussi "restreindre la liberté de circulation et de séjour d'un citoyen de l'Union" pour des raisons "d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique".

C'est en vertu de cette directive que le ministère de l'intérieur français s'apprêtait lui aussi à la veille de l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union, le 22 décembre

LES ETATS MEMBRES PEUVENT S'APPUYER SUR UNE DIRECTIVE EUROP?ENNE POUR LIMITER LA LIBERT? DE CIRCULATION

2006, a adresser aux pr?fets une circulaire, pr?cisant "les modalit?s d'admission au s?jour et d'?loignement des ressortissants roumains et bulgares". Ce qu'il n'avait pas jug? n?cessaire de faire en 2004, lorsque les huit autres pays d'Europe centrale et orientale avaient adh?r? a l'Union.

A la diff?rence de la grande majorit? de ses partenaires europ?ens, la Grande-Bretagne n'avait oppos? aucune restriction a l'arriv?e de travailleurs venus de Pologne ou des pays baltes apr?s la pr?c?dente vague d'?largissement de 2004. Mais, en octobre 2006, elle a a son tour pris des mesures restrictives a l'arriv?e de Roumains et Bulgares. Londres a d?cid? que seuls 20 000 travailleurs non qualifi?s de ces deux pays seraient chaque ann?e autoris?s a venir travailler, dans le secteur de l'agriculture et pour une p?riode limit?e a six mois. Mardi 30 octobre, le secr?taire d'Etat britannique a l'immigration a annonc? la prolongation de douze mois de ces restrictions.

CHIFFRES

Le nombre d'immigr?s en situation r?guli?re est de 3,7 millions en 2006, soit 6,2 % de la population (rapport Caritas-Migrates).

Avec 700 000 ?trangers de plus en un an, soit une progression de 21 %, l'Italie a la troisieme plus forte augmentation des pays europ?ens, apr?s l'Espagne et l'Allemagne.

La moiti? des immigr?s sont originaires des pays d'Europe ; un quart sont install?s en Lombardie.

Les Roumains sont la plus importante communaut? ?trang?re en Italie (556 000, 15,1 %), devant les Marocains (387 000), les Albanais (381 000), les Ukrainiens (195 000) et les Chinois (186 000). Sur 124 383 clandestins arr?t?s en 2006, 45 449 (soit 36,5 %) ont ?t? renvoy?s dans leur pays d'origine.